

**Banque mondiale. Rapport sur le développement 2000/2001.
Combattre la pauvreté. Paris, Éditions Eska, 2001, XIV-381 p.**

Deniz Akagul

Volume 33, numéro 2, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704417ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704417ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Akagul, D. (2002). Compte rendu de [Banque mondiale. *Rapport sur le développement 2000/2001. Combattre la pauvreté*. Paris, Éditions Eska, 2001, XIV-381 p.] *Études internationales*, 33(2), 367–369.

<https://doi.org/10.7202/704417ar>

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

**Rapport sur le développement
2000/2001.****Combattre la pauvreté.**

*Banque mondiale. Paris, Éditions
Eska, 2001, xiv-381 p.*

Ce dernier rapport annuel de la Banque mondiale s'inscrit dans la lignée de la tradition décennale établie depuis 1980 qui consiste à traiter la problématique de la pauvreté. Le lecteur y découvre non seulement la persistance du problème à travers les données, mais également l'évolution des mentalités depuis l'apparition de la problématique. Après avoir mis pendant les décennies 50 et 60, sur les gros investissements en capital physique et en infrastructures, les spécialistes se sont aperçus dans les années 70 que cela ne suffisait pas et que la santé et l'éducation étaient au moins aussi importantes. À la lumière de ce constat, la conception nouvelle qui figurait dans le rapport de 1980 indiquait que la santé et l'éducation étaient non seulement importantes en soi, mais aussi en tant que facteur d'accroissement du revenu des pauvres. Toutefois, la crise de l'endettement et la récession des années 80, ainsi que les évolutions contrastées de l'Asie de l'Est par rapport aux pays d'Amérique latine, de l'Asie du Sud et de l'Afrique subsaharienne ont donné lieu à une révision des priorités. Dans cette perspective, le rapport de 1990 proposait une double stratégie ; d'une part, promouvoir une croissance fondée sur l'ouverture extérieure stimulant l'emploi de la main-d'œuvre disponible et sur les investissements en infrastructures, et d'autre part, fournir aux pauvres des services de

santé et d'éducation. Pendant les années 90, les regards se sont tournés vers la gestion des affaires publiques et vers les institutions, ainsi que vers la précarité aux niveaux local et national. Le dernier rapport, tout en s'inspirant des stratégies antérieures, met à profit les enseignements des dix dernières années.

La progression de la réflexion menée dans le rapport peut se décomposer en trois temps. Tout d'abord, dans un premier temps, est dressé le cadre général qui permet d'évacuer toute confusion sémantique, dans la mesure où il s'agit d'une notion relative. Une fois ce cadre précisé, les causes de la pauvreté et le cadre d'action sont abordés dans leurs grandes lignes (1^{ère} partie). Ensuite, pour combattre la pauvreté, les auteurs du rapport suggèrent trois types d'intervention dans un cadre national : développer les opportunités (2^e partie), faciliter l'insertion (3^e partie) et améliorer la sécurité matérielle (4^e partie). Enfin, une dernière série de propositions concernent les moyens d'action dans le cadre international (5^e partie).

Le constat effectué dans la première partie offre un paysage mitigé quant aux résultats obtenus en matière de l'éradication de la pauvreté. Certes, le xx^e siècle fut une époque de grands progrès dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration du bien-être. L'espérance de vie moyenne s'est allongée de 20 ans depuis 1960 ; le taux de mortalité infantile a baissé de plus de la moitié et les taux de fécondité ont diminué de près de la moitié. Durant les deux dernières décennies du siècle dernier, le taux de scolarisation primaire a augmenté de 13 %. Entre 1965 et 1998, les revenus moyens

ont plus que doublé dans les pays en développement et pendant la seule période de 1990-1998, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue a diminué de 78 millions. Mais en dépit des efforts déployés, force est de constater que la pauvreté demeure un problème colossal. Sur les 6 milliards d'habitants de la planète, 2,8 milliards ont moins de deux dollars par jour pour vivre et 1,2 milliard, moins d'un dollar. Six enfants sur cent meurent avant l'âge d'atteindre leur première année d'existence et huit enfants sur cent n'atteignent pas leur cinquième anniversaire. Parmi les enfants qui parviennent à l'âge de la scolarité, neuf garçons sur cent et quatorze filles sur cent ne sont pas scolarisés. Ces observations font découvrir au lecteur l'immensité de la tâche à accomplir dans la lutte contre la pauvreté.

Sur le plan méthodologique, pour évaluer la population concernée par la pauvreté, la Banque mondiale adopte une approche multicritères qui intègre la pauvreté monétaire, les indicateurs d'éducation et de santé, ainsi que les caractéristiques comme la précarité et l'impossibilité de s'exprimer. À côté des données statistiques, le rapport s'appuie également sur les réponses de plus de 60 000 hommes et femmes vivant dans la pauvreté dans 60 pays. À ce propos, l'étude révèle que les pauvres agissent activement dans le cours de leur existence, mais qu'ils sont souvent incapables d'influer sur les facteurs sociaux et économiques qui déterminent leur niveau de vie.

Parmi les actions proposées à partir de la 2^e partie du rapport pour combattre la pauvreté dans le cadre

national, les auteurs suggèrent tout d'abord, le développement des opportunités économiques des pauvres en stimulant la croissance économique générale et en les aidant à accumuler des actifs (les terres et l'éducation) et à rentabiliser ces actifs par des mesures fondées sur les marchés et d'autres types de mesures. Ensuite, la deuxième série d'action consiste à faciliter l'insertion des pauvres. Par faciliter l'insertion, les experts de la Banque mondiale entendent rendre les institutions étatiques plus sensibles et plus responsables vis-à-vis des pauvres, renforcer la participation des pauvres à la vie politique et aux mécanismes locaux de décision, et éliminer les barrières sociales érigées par les distinctions de sexes, d'appartenance ethnique, de race, de religion et de statut social. Enfin, une dernière panoplie d'actions proposée consiste à améliorer la sécurité matérielle ; il s'agit de rendre les pauvres moins vulnérables à la mauvaise santé, aux chocs économiques, aux mauvaises récoltes, aux bouleversements dus à l'action des gouvernants, aux catastrophes naturelles et à la violence physique, et les aider à faire face aux chocs défavorables lorsqu'ils surviennent. À ce propos, le rapport souligne le rôle important des programmes de protection sociale, comme un puissant moyen d'atténuer l'impact des catastrophes au niveau des individus et des pays.

De l'avis des auteurs, ces trois types d'interventions suggérées dans le cadre national se complètent et se renforcent mutuellement. Ils admettent qu'il n'existe pas de formule simple et universelle et indiquent qu'il serait préférable que les priorités soient fixées au niveau national,

compte tenu des grands objectifs du pays et des réalités locales. À partir de là, les pays sont invités à élaborer eux-mêmes leur stratégie de lutte contre la pauvreté, dans le respect de leurs valeurs culturelles.

Toutefois, le rapport précise que ces interventions suggérées dans le cadre national ne suffisent pas, comme en témoigne en effet l'expérience des années 90 qui montre la nécessité d'un cadre d'action international. Partant de ce constat, la réflexion menée dans la cinquième partie du rapport suggère qu'il faut d'une part veiller à ce que la mondialisation économique et le progrès technique profitent également aux plus démunis et d'autre part, gérer les risques d'insécurité et d'exclusion engendrés par les grandes mutations économiques. Dans cette perspective, cinq principaux domaines d'action pour lesquels le rapport fixe des objectifs. En premier lieu, il s'agit d'assurer la stabilité du système financier international et l'ouverture des marchés des pays développés aux biens et services des pays pauvres. En deuxième lieu, il faut combler le fossé numérique et cognitif, de manière à faciliter l'accès de ces populations à la technologie et à l'information. En troisième lieu, promouvoir les ressources financières et non financières, la production des biens publics internationaux, notamment dans les domaines de la santé et de la recherche agricole. En quatrième lieu, intensifier l'aide et alléger la dette, pour appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté, dans un cadre intégré qui remettrait aux pays eux-mêmes et non aux organismes extérieurs, le soin de formuler leurs stratégies de développement, tout en assurant que les

ressources extérieures sont bien utilisées pour réduire la pauvreté. Enfin, en cinquième lieu, le rapport suggère de donner aux pays et aux personnes défavorisés la possibilité de s'exprimer dans les forums internationaux.

Bien que la remarque s'avère inutile pour les spécialistes du développement, rappelons enfin que le rapport contient les annexes statistiques habituelles dont la richesse témoigne de la diversité des critères qui interviennent dans l'appréciation du processus de développement. En lisant le rapport, le lecteur appréciera la qualité d'une analyse fournie tant sur le plan théorique que sur le plan factuel, qui lui permettra sans doute d'alimenter et d'approfondir sa réflexion, même s'il ne sera pas toujours d'accord sur certains moyens d'action issus d'approches inévitablement normatives à l'image du débat public incontestablement passionné.

Deniz AKAGÜL

*Faculté des sciences économiques et sociales
Université de Lille 1, France*

**Développement, équité et
extension du marché des masses.
Une autre alternative, le cas
algérien. L'enjeu des PME
industrielles.**

ELSENHANS, Hartmut, Elmar KLEINER et
Joachim DREVES (dir.). Paris, Publisud,
2000, 294 p.

Un curieux titre pour un ouvrage non moins curieux. Les auteurs, économistes d'origine allemande, ayant chacun une bonne expérience en coopération internationale, semblent avoir écrit en français. On n'indique aucune traduction, ce qui explique parfois des tournures de